



Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN)
Case postale 218 - CH-3000 Bern 16
Tel. 031 356 27 27 - Fax 031 356 27 28 - CCP 30-10011-5
Internet: www.asin.ch - E-Mail: auns@auns.ch

17e assemblée générale ordinaire de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) du 11 mai 2002 à Bern

Allocution de bienvenue et point de la situation

du Conseiller national Dr. Christoph Blocher à l'occasion de la 17e Assemblée générale de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) du 11 mai 2002 à Berne

Chers membres,
Mesdames, Messieurs,

I. Notre mandat

Les statuts de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre nous assignent le mandat que voici:

Art. 2

- Elle suit la politique étrangère de la Confédération et informe ses membres ainsi que le public sur ce qui a trait à la politique étrangère du pays;
- Elle s'engage **pour la sauvegarde de l'indépendance, de la neutralité et de la sécurité** de la Confédération suisse;
- Elle défend une politique étrangère respectueuse de la neutralité classique intégrale, garante de l'indépendance et de la sécurité du pays;
- En politique étrangère, elle prévient l'activisme et les engagements internationaux inutiles.

La **Constitution fédérale** mandate clairement le **Conseil fédéral** et l'**Assemblée fédérale** de "prendre les mesures nécessaires pour préserver (...) l'indépendance et la neutralité suisse" (art. 173 et art. 185 CF).

Pourquoi, chers Mesdames et Messieurs, faut-il dans ces conditions un lobby tel que l'ASIN pour défendre la liberté, l'indépendance et la démocratie, alors que ces valeurs sont ancrées comme nos valeurs suprêmes dans notre Constitution?

La réponse est simple: parce que ces valeurs sont ignorées, voire même gravement piétinées. Il n'est ici pas question de quelques individus qui enfreignent la loi, mais de la grande majorité des politiciens et de nombreux leaders économiques à la tête de grandes entreprises. La grande majorité de la presse et des médias de masse combattent

assidûment ces valeurs. Ce n'est pas une première dans l'histoire que de nombreux responsables jettent par dessus bord les valeurs qui ont fait la force de notre pays dans le seul but d'avoir plus l'air d'être des hommes du monde qu'ils ne le sont réellement. A chaque fois que notre pays s'y est essayé, cela ne lui a pas réussi. **Celui qui n'arrive même pas à défendre les valeurs de son pays ne fait certes pas preuve de grandeur, mais d'un complexe d'infériorité.** C'est pourquoi l'ASIN est nécessaire. Votre venue en grand nombre prouve aujourd'hui aussi votre volonté de soutien pour assurer la bonne marche de ce pays ainsi que votre préoccupation devant le cours que prennent actuellement les événements.

Mesdames, Messieurs,

La petite Suisse plurilingue ne peut préserver ses **intérêts** que sur la base de l'autodétermination, de l'indépendance et de la neutralité. C'est la condition sine qua non pour que ses citoyens puissent vivre librement, assumer leur propre responsabilité et assurer leur prospérité.

C'est une **tradition** suisse qui fait précisément sa force en période mouvementée que

- d'aimer son pays et d'assumer sa responsabilité sans tomber dans le nationalisme,
- d'entretenir avec tous les pays du monde des liens économiques, politiques, culturels et amicaux, sans se laisser intégrer. C'est cela faire preuve d'ouverture au monde, sans devoir renoncer à soi-même.
- de savoir parfaitement que tous les pays préservent leurs intérêts et que les superpuissances peuvent le faire différemment et avec plus de pouvoir que nous. C'est pourquoi faire preuve de réserve en politique extérieure est un acte de sagesse pour un petit Etat.
- de savoir aussi parfaitement que les responsables des milieux politiques, des multinationales et des médias ont moins besoin de cette défense des intérêts que la grande majorité des citoyennes et citoyens de ce pays.

L'ASIN est le seul mouvement populaire interpartis qui se bat pour les piliers de notre Etat que sont la liberté, l'indépendance et la neutralité de notre pays.

Depuis la fondation de l'ASIN, notre organisation a été amenée à relever des défis énormes. Nous n'aurions jamais pensé que notre activité prendrait un jour une telle importance. Grâce à de nombreuses campagnes de votation, nous avons certes réussi à empêcher jusqu'au jour d'aujourd'hui des démarches lourdes de conséquences, à savoir **l'adhésion à l'UE, au contrat colonial de l'EEE, un Parlement professionnel et un raccordement à l'OTAN.** Mais on ne peut pas dire pour autant qu'en Suisse, le mandat constitutionnel de préserver l'indépendance et la neutralité de notre pays soit pris au sérieux par les responsables.

Pour la Suisse, l'année passée a été une année mixte:

- Le fait que le 4 mars 2001 . **l'initiative d'adhésion à l'ONU "Oui à l'Europe"** ait été **balayée** par les citoyens à une majorité de près de 77% des voix et par la totalité des cantons est très réjouissant. Le "poulet plumé" avec lequel l'ASIN a montré aux citoyennes et citoyens les inconvénients graves d'une adhésion à l'UE n'a pas manqué de faire son effet.
- Le 10 juin 2001, nous avons malheureusement perdu de justesse la votation sur la **Loi sur l'armée** – qui a été adoptée par 51% oui contre 49% de non. Le Conseil fédéral, tous les partis gouvernementaux, à l'exception de l'UDC, les syndicats et les médias avaient orchestré avec le soutien financier d'economiesuisse une campagne de votation d'une telle envergure que nous ne pouvions guère gagner la bataille.. **Mais la force avec laquelle le «Comité interpartis place de liberté Suisse» a mené la campagne de votation sous l'égide de l'ASIN a eu des conséquences:** le Conseil fédéral a été obligé de faire de larges promesses et concessions. Il a aussi et surtout été contraint de retirer des décisions de la direction du DDPS qui prévoyait

une forte adaptation de l'armée à 'OTAN et il a dû réviser ses ambitions en matière de réalisation de l'Armée XXI.

- Après la **votation sur l'ONU** du 3 mars 2002, que nous avons malheureusement aussi perdue de justesse avec une majorité cantonale de 12:11, le Conseil fédéral a également dû faire de larges concessions suite à la pression exercée par "le Comité d'action contre l'adhésion à l'ONU politique ", placé lui aussi sous l'égide de l'ASIN. Ainsi, le Conseil fédéral a été contraint de constater que la neutralité suisse reste "intacte» et qu'elle allait même être «renforcée» par une adhésion à l'ONU. Le Conseil fédéral a également promis que les coûts d'un montant de 70 millions de francs par an n'allaient pas être dépassés. De plus, le Conseil fédéral a annoncé qu'il ne souhaitait pas envoyer des soldats suisses à l'étranger sous le drapeau de l'ONU.

Force est certes de constater que notre gouvernement a déjà fait de très nombreuses promesses qu'il n'a pas tenues. **Mais il est certain que l'issue extrêmement serrée de la votation ne permettra pas au Conseil fédéral suisse de prendre des décisions spectaculaires en matière de politique extérieure.**

En dépit de ce que je viens de dire, je me vois hélas dans l'obligation, chers Mesdames et Messieurs, de constater que notamment l'adhésion à l'ONU va affaiblir la **sécurité de notre pays** et entraîner une **perte de liberté et d'indépendance**. Personne ne pourra rien y changer. Ce n'est pas de gaieté de cœur que les citoyens suisses ont pris cette décision. La peur de l'isolationnisme que le gouvernement a inculquée aux citoyens, la menace des évêques suisses que ceux qui allaient voter contre une adhésion à l'ONU n'allaient pas être considérés comme de bons chrétiens et d'autres manigances du même acabit ont contribué à cette issue serrée. La réaction des partisans après la votation a montré qu'ils se sentent mal à l'aise. On aurait dit qu'ils avaient une mauvaise conscience face à ce oui des citoyens, ce qui est d'ailleurs bien compréhensible, compte tenu des affirmations mensongères qu'ils avaient répandues tout au long de la campagne de votation . Au lieu de se réjouir de leur victoire, les partisans se sont lamentés et ont insulté les adversaires comme si ces derniers avaient remporté la bataille. Après ce dimanche de votation, le commentaire publié dans la NZZ est éloquent. Ce ne sont généralement que les très mauvais perdants qui adoptent un tel comportement.

II "Oh tempora – oh mores"

La **politique actuelle** montre bien à quel point la chute est rapide lorsqu'on abandonne à la légère des valeurs fondamentales qui ont fait la force de la Suisse. Le prix à payer est maintenant visible pour tous.

- Avec l'ouverture de la Suisse aux camions de 40 tonnes dans le trafic de transit, on a sacrifié le précieux **gage du Gothard**, qui a été pendant des centaines d'années pour la Suisse une garantie importante et un atout dans les négociations de politique extérieure. Le **chaos des camions** n'est que la pointe visible de l'iceberg et montre à quel point la politique extérieure de notre Conseil fédéral est lamentable.
- Le Conseil fédéral avait naïvement pensé qu'après un geste aussi généreux vis-à-vis des pays voisins, on allait faire preuve de gratitude et laisser notre pays en paix. Mais après cette première concession, on nous a immédiatement demandé une deuxième: un jour seulement après la votation sur les accords bilatéraux, l'Allemagne a résilié **l'accord sur le trafic aérien** avec la Suisse. Et que le Conseiller fédéral Leuenberger a-t-il fait en toute logique? **Il a naturellement aussi cédé sur ce point.**
- A peine avait-on cédé pour l'accord sur le trafic aérien, que l'UE demande **l'abandon du secret bancaire**. Et quels sont les échos qui nous parviennent du Palais fédéral? «Le secret bancaire n'est pas négociable, mais il est peut évoluer ». (Son de cloche émis par le Conseiller fédéral Couchepin) En langage clair, cela signifie :«Nous

cédons, même avant toute négociation.» L'UE a progressé ainsi d'un bon bout dans ses manœuvres pour affaiblir la place financière suisse. **L'ASIN soutient les efforts visant à introduire le secret bancaire et sa définition dans la Constitution fédérale.** On ne peut pas se fier à un Conseil fédéral qui s'est déjà montré capable de faire de tels sacrifices.

- A peine la Suisse est-elle membre à part entière de l'ONU que le gouvernement suisse **ne cesse de se couvrir de ridicule sur le plan de la politique extérieure et de faire de la Suisse la risée du monde entier:**
- Un mois seulement après la votation sur l'ONU du 3 avril 2002, une porte-parole du DFAE (nommée Mureil Berset Kohen, le ministre responsable des affaires extérieures Deiss séjournait en ce moment en Asie centrale) a déclaré à la télévision suisse que la Suisse « **examinait ses relations économiques et militaires avec Israël.** » Après que de telles déclarations de personnes subalternes du DFAE aient essuyé de vives critiques, le chef de l'information du DFAE a déclaré que la porte-parole concernée était parfaitement «compétente» pour faire une telle déclaration . Elle avait encadré auparavant le "Proche-Orient" au sein du DFAE et elle parle couramment l'Arabe. Notre ministre des affaires étrangères, qui devait à son retour de l'étranger s'occuper de questions vitales, notamment des images prétendument faussées qui avaient été publiées par les feuilles de boulevard de Ringier de son ambassadeur, a finalement déclaré que le tout avait fait l'objet «**d'interprétations surfaites**».
- Dans ce jeu du DFAE, où chacun peut apparemment participer, la majorité de la Commission de politique extérieure du Conseil national **CPE** voulait frapper un grand coup. Le 22 mars 2002, elle voulait arracher au Parlement la décision que la Suisse **s'ingère dans le conflit au Proche-Orient de manière unilatérale et en violant gravement sa neutralité.** Ce n'est que grâce à l'intervention d'un groupe de parlementaires qui font pour la majorité partie de l'ASIN que cette action irresponsable a pu être stoppée.
- Le peu de respect et d'attention que notre gouvernement trouve encore à l'heure actuelle à l'étranger a été démontré par l'incident suivant : un communiqué de presse du Palais fédéral a annoncé de manière tonitruante que le «Conseiller fédéral Pascal Couchepin, ministre de l'économie et vice-président du gouvernement suisse», allait se rendre en Espagne pour y avoir entre autres des entretiens avec le ministre des finances Cristobal Montoro. Mais arrivé sur place en Espagne, le ministre espagnol des finances «n'était pas disponible». **Alors Monsieur le Vice-président et ministre de l'économie a dû se contenter du secrétaire.**

Mesdames, Messieurs, nous sommes **très préoccupés par la représentation lamentable et peu professionnelle de notre pays à l'étranger.** On ferait facilement mieux avec moins de moyens! Qui a finalement le dernier mot à dire dans tout cela? Est-ce quelques individus sectaires qui cherchent à améliorer le monde ou est-ce le groupe Ringier ou encore quelques politiciens qui se prennent au sérieux ou des Conseillers fédéraux et parlementaires qui aiment bien voyager? **Soudainement, la neutralité intégrale de notre pays prend une signification toute nouvelle. Elle est d'urgence nécessaire pour que notre gouvernement ne puisse pas commettre chaque jour une nouvelle bêtise. "Oh tempora, oh mores!"**

Comme vous pouvez le constater, l'ASIN est plus nécessaire que jamais. Un nombre croissant de citoyens s'en sont aperçus. Il est intéressant de constater qu'après la votation perdue sur l'ONU, notre organisation n'a pas enregistré des sorties de membres, mais a au contraire pu en acquérir de nouveaux. **Ces derniers ont compris que nous avons plus que jamais besoin de leur engagement .**

III. Que faire?

Mesdames, Messieurs, il y a fort à faire pour préparer notre avenir:

1. Objectif: empêcher l'adhésion à l'ONU

L'objectif déclaré du Conseil fédéral (au mépris du rejet massif de l'initiative d'adhésion à l'UE du 4.3.2001 et d'autres verdicts du peuple) consiste à «conduire» notre pays dans la période de législature 2003/2007 dans l'Union européenne. Dans ce but, le Conseil fédéral met tout en œuvre pour **«éliminer les obstacles à une adhésion à l'UE»**. Ceux qui prétendent le contraire trichent.

Il s'agit d'empêcher cette démarche.

Dans un discours tenu à l'Université de Zurich le 29 mai 2000, le Conseiller fédéral Deiss a annoncé **l'échéancier du Conseil fédéral pour l'adhésion à l'UE**. Il a dit:

- «Nous devrions (...) cesser d'évoquer «l'objectif stratégique. Dès à présent, l'adhésion à l'UE n'est plus «stratégique»: c'est **un projet en cours d'élaboration**».
- Le Conseiller fédéral Deiss, qui avait vivement contesté dans la campagne précédent la votation sur l'ONU que **l'adhésion à l'ONU est une étape vers l'adhésion à l'UE**, a annoncé deux années auparavant textuellement ceci: **«Nous connaissons la marche à suivre, maintenant, il s'agit de fixer l'itinéraire et de maîtriser les étapes.»**
- Et Deiss a aussi dit: «C'est l'heure de vérité pour les partisans de l'Europe. Il appartient maintenant à nous de montrer que nous sommes capables et bien décidés de préparer avec clairvoyance les **adaptations** nécessaires dans l'intérêt de notre pays.»
- «Nous devons profiter du temps qui nous reste jusqu'à l'adhésion à l'UE pour organiser des réformes— a-t-il annoncé.» « Nous allons par la même occasion augmenter de la sorte(...) notre capacité d'adhésion. **Nous pouvons ainsi éliminer étape par étape les obstacles qui s'opposent à une adhésion (...).**»
- «Le **taux de la taxe sur la valeur ajoutée** pourrait être augmenté(...).»
- (Avec la) **réforme du gouvernement (...)**, nous augmenterons notre «Europe-compatibilité» a poursuivi le porte-parole du Conseil fédéral.

a poursuivi le porte-parole du Conseil fédéral

2. Schengen et l'abolition du secret bancaire

Bien que le 1er paquet d'accords bilatéraux avec l'UE ne soit même pas encore entré en vigueur, le Conseil fédéral fait avancer déjà un deuxième paquet dont la Suisse n'a pas besoin et qui comporte pour notre pays de graves inconvénients: le Conseil fédéral souhaite faire avancer ce qu'on appelle l'acquis de **Schengen et la Convention de Dublin** avec l'UE, alors que ces accords ouvrent notre frontière et veulent introduire une uniformisation lourde de conséquences en matière de justice, de droit d'asile et de migration.

En «contrepartie», l'UE demande à la Suisse des concessions au niveau du secret bancaire. En réalité, l'UE souhaite **assouplir et abolir le secret bancaire** pour affaiblir notre place financière et bancaire très puissante.

Dans le message du Conseil fédéral du 23 juin 1999 «pour faire accepter les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE », le Conseil fédéral a constaté que de telles négociations n'entrent **pas** en considération pour les secteurs dans «les domaines où un transfert de souveraineté à des instances supranationales est indispensable». En guise d'exemple, le Conseil fédéral avait expressément cité à l'époque **«Schengen»**. Mais aujourd'hui, tout cela n'a plus cours. Dans ces conditions, on comprend que notre confiance dans le Conseil fédéral soit fortement ébranlée!

3. Les actions de l'ASIN

L'ASIN devra ces prochains temps constamment prouver sa combativité et sa résistance. Nous devons nous battre résolument à chaque fois que les piliers de l'Etat et les intérêts de la Suisse sont menacés!

C'est aujourd'hui que commence la **lutte contre l'adhésion de la Suisse à l'acquis de Schengen**, parce que ce **contrat colonial** comporterait pour notre pays de graves inconvénients.

- Nous devons veiller à ce que la **réforme de l'armée** (Armée XXI) se déroule raisonnablement. Nous souhaitons une armée de milice moderne, avec un effectif puissant qui soit au besoin capable de protéger et défendre notre pays. Nous nous opposons à une armée compatible avec l'OTAN.
- Nous allons accorder notre soutien à «**l'initiative sur l'or**» en faveur de l'AVS selon la devise: « Rendons au peuple ce qui appartient au peuple!» Nous disons résolument non à ce qu'on appelle la «Fondation de solidarité », qui est née **sous la pression et le chantage de l'étranger**. Cette votation aura lieu le 22 septembre 2002 déjà.
- Comme en 1992, nous disons **Non à la création d'un parlement professionnel**, qui renforcerait encore l'activisme en matière de politique extérieure et qui viderait encore davantage notre indépendance et notre neutralité de leur contenu.
- Nous nous battons **contre les abus en matière d'asile** en apportant notre soutien à l'initiative populaire «contre les abus en matière de droit d'asile », qui fera probablement l'objet d'une votation le 24 novembre 2002.
- Nous disons non lorsqu'on cherche à retirer aux citoyens les **naturalisations** par un **droit de recours**.
- Nous menons la **lutte** contre la levée des obstacles à une adhésion à l'UE et **contre l'adhésion de la Suisse à l'UE**.
- Il faut mettre le holà à toutes les **envies d'adhérer à l'OTAN**.

Conclusion

L' **ASIN** compte aujourd'hui plus de 41'000 membres, à savoir très exactement 41'562. En tant que **mouvement populaire** et plus grande force politique visant à préserver l'indépendance et la neutralité de notre pays, nous nous trouvons confrontés à de gros défis.